

## Déclaration de la CGT, de la FSU et de l'UNSA d'Aquitaine

### **Non à l'austérité et à la culpabilisation Oui à la justice sociale Oui à l'emploi en Aquitaine**

En choisissant le thème de la lutte contre la fraude sociale lors de son passage à Bordeaux, le Président de la République a tenté une fois de plus de détourner l'attention des salariés soumis à nouveau à contribution pour renflouer la dette dont ils ne sont pas responsables.

Sous couvert de recherche d'économies et d'une pseudo justice sociale, le gouvernement entend mettre sur le même plan ceux qui fraudent sur les prélèvements sociaux notamment en utilisant le travail dissimulé, et les allocataires dont les fraudes s'élèvent selon des estimations, à 1% des prestations versées. Or, les fraudes aux prélèvements (imputables aux employeurs et au travail dissimulé) se situent entre 14 et 18 milliards d'euros et celles imputées aux allocataires sont estimées entre 2 et 3 milliards d'euros et 90% de ces sommes indument versées aux allocataires, sont récupérées (rapport de la cour des comptes). Il n'y a pas photo, la stratégie du candidat Sarkozy s'appuie sur le mensonge.

Ainsi, depuis plusieurs années, les salariés sont stigmatisés et notamment les plus fragiles d'entre eux, dans le seul but de créer de la suspicion et de la division entre salariés en CDI et précaire ou privés d'emploi, entre hommes et femmes, entre salariés du public et du privé, entre malades et bien portants.

Cette démarche concomitante à la sur-dramatisation de la situation économique à pour but de faire accepter par la population, un nouveau plan d'austérité guidé par les marchés financiers.

Nous avons dit l'an dernier que la réforme des retraites s'inscrivait dans un plan d'austérité. L'annonce d'une nouvelle réforme accélérée démontre que nous avons raison. Or, à chaque déplacement, le Président de la République révèle une nouvelle partie de ce plan. Hier, à Bordeaux, il s'est attaqué à la protection sociale et à la santé des français de manière honteuse, faisant passer les salariés pour des « voleurs » et les médecins pour leurs complices, alors que les patrons seraient de simples « tricheurs » en ne déclarant pas tous les salariés.

Le gouvernement, en ajoutant un 4ème jour de carence dans le privé et en créant un jour dans le public crée les conditions d'une dégradation sanitaire du pays car les salariés dont le pouvoir d'achat a baissé considérablement, se verront contraints de travailler en étant malades. Ainsi les soi-disant économies se traduiront par des dépenses de santé plus importantes car à terme, les soins seront plus lourds.

.../...

Pendant ce temps, les actionnaires continuent à engranger des dividendes, l'argent public renfloue les banques et les grands groupes industriels bénéficient d'exonérations de charges sociales alors qu'ils font des bénéfices (comme la Société Générale qui licencie aujourd'hui). Cette politique a montré ses limites car non seulement elle ne crée pas d'emploi et n'améliore pas le pouvoir d'achat des français mais conduit inexorablement le pays vers une récession économique. Ainsi, les services publics s'éloignent de la population par manque de moyens notamment à cause de la réduction dogmatique des effectifs de fonctionnaires et l'industrie composée essentiellement de petites et moyennes entreprises où travaille la majorité des salariés, sont en déliquescence dans notre région comme en France et en Europe.

Le Président de la République aurait été plus inspiré de proposer des solutions pour la relance industrielle en Aquitaine comme il s'y était engagé lors des Etats Généraux de l'Industrie.

Les organisations syndicales CGT, FSU et UNSA d'Aquitaine qui pour ces raisons, ne se sont pas rendues au discours du Président, appellent les salariés à s'inviter dans le débat en exigeant partout dans leurs entreprises et leurs administrations, l'ouverture de négociations sur les salaires et l'emploi. Elles les appellent également à créer les conditions du rassemblement unitaire pour agir ensemble et dire non aux plans d'austérité et oui à la justice sociale.

Sous la pression des marchés, ce gouvernement s'obstine à vouloir réduire les dépenses et se refuse à faire augmenter les recettes en allant voir du côté des actionnaires et du marché financier.

C'est de négociations sur la base des besoins exprimés par les salariés et des propositions syndicales dont nous avons besoin, pas de discours culpabilisants et insultants, dont les actes conduisent à la dégradation des conditions de vie des salariés actifs, privés d'emploi et retraités.

A Bordeaux, le 16 novembre 2011